



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 3748

Texte de la question

RÉINDUSTRIALISATION

Mme la présidente. La parole est à M. Bernard Depierre, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Bernard Depierre. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, un pays sans usines est un pays sans avenir. Nous en sommes tellement conscients, dans la majorité, que nous avons pris des mesures concrètes et importantes en ce sens depuis 2007.

Qu'on en juge. Nous avons supprimé la taxe professionnelle,...

M. Jean-Paul Lecoq. Ça n'a servi à rien !

M. Bernard Depierre. ...un impôt économiquement absurde qui pénalisait la compétitivité de nos territoires. Ce sont plusieurs milliards d'euros de prélèvements en moins pour l'industrie. Qui a voté contre ? Le Parti socialiste !

Nous avons renforcé le crédit d'impôt recherche, qui permet à nos entreprises d'innover...

Mme Marie-Hélène Amiable. De licencier !

M. Bernard Depierre. ...et qui est envié par de nombreux concurrents étrangers.

De leur côté, les candidats à l'élection présidentielle François Hollande ou Marine Le Pen essaient de reprendre cette thématique. Mais le premier a plombé l'industrie en votant les trente-cinq heures. Quand à la seconde, elle propose des mesures inapplicables.

C'est bien cette politique d'innovation que nous entendons poursuivre demain, afin de favoriser le " fabriqué en France ", dans un esprit compétitif et audacieux.

Aujourd'hui, le Président de la République est à Sallanches, sur le site de la marque Rossignol, fleuron de la technologie du sport alpin, pour promouvoir le label " Origine France Garantie ". Hier, le Gouvernement a attribué de nouvelles aides à la réindustrialisation pour relocaliser de l'activité en France.

Aussi, monsieur le ministre, pouvez-vous faire le point sur les mesures mises en oeuvre par le Gouvernement pour maintenir et créer des emplois industriels sur le territoire français ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du commerce extérieur.

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État chargé du commerce extérieur*. Monsieur le député, en effet, le Président de la République était ce matin à Sallanches, chez le fabricant de skis Rossignol. Rossignol est la preuve qu'il est possible et rentable de produire et d'investir en France. Cette entreprise a investi, en 2011, 10 millions d'euros pour moderniser son outil de production. Cela représente treize nouvelles machines et conforte 700 emplois sur notre territoire. Cela permet de rapatrier en France 75 000 paires de ski d'enfants jusque-là produites à Taïwan.

M. Jean-Paul Lecoq. Et Renault ? Et Safran ?

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. Car si la majorité des emplois de Rossignol est en France, 85 % de sa production sont exportés.

C'est cet entrepreneuriat français industriel que nous souhaitons développer, par une politique ambitieuse de réindustrialisation. Je pense au crédit d'impôt recherche : 4 milliards d'euros par an pour les entreprises françaises ; pour Rossignol, c'était 1,2 million d'euros cette année. Je pense aux aides à la réindustrialisation :

vingt projets d'investissement représentant 344 millions d'euros et la création de 1 500 emplois sur trois ans. Je pense au " fabriqué en France ", annoncé ce matin par le Président de la République, carte d'identité des produits qui permettra aux consommateurs français de savoir ce qu'ils achètent. Grâce à cette politique, l'emploi industriel s'est stabilisé en France.

M. Patrick Lemasle. Oh !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. Pour la première fois depuis dix ans, chaque jour, nous enregistrons une nouvelle création d'entreprise. Le nombre des entreprises exportatrices a augmenté cette année de 3 % et celui des primo-exportateurs de 10 %. Voilà le résultat de notre politique de réindustrialisation ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Depierre](#)

Circonscription : Côte-d'Or (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3748

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce extérieur

Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 décembre 2011